

sera possible de faire une déclaration. J'ignore l'étendue des progrès qui seront réalisés et la nature de cette déclaration, mais comme l'a mentionné le député, nous tenons présentement des discussions avec les représentants du gouvernement français et j'espère que nous pourrons vraiment faire des progrès.

* * *

L'INDUSTRIE

LE CAS DE LA HOUILLÈRE McBEAN

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Comme l'élection complémentaire dans Central Nova aura lieu dans à peine dix jours, le premier ministre suppléant peut-il nous dire quand on annoncera si une subvention sera accordée pour maintenir la mine McBean en exploitation?

M. l'Orateur: A l'ordre! Le député sait qu'il ne peut pas poser sa question en ces termes.

M. Muir: Puis-je alors la poser autrement, monsieur l'Orateur? Comme ces 200 mineurs attendent que le gouvernement annonce une subvention pour maintenir en exploitation—cette houillère dont dépendent pour leur subsistance les houillers, leurs femmes et leurs familles—et comme il ne l'a pas encore fait, le premier ministre suppléant peut-il nous dire si cette annonce sera faite avant ou après le 31 mai?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je dois avouer bien franchement, monsieur l'Orateur, que je ne le sais pas. Mon honorable ami ne veut pas insinuer, j'en suis sûr, que nous ferions cette annonce à un moment propice pour le candidat ministériel.

M. Muir: Une question complémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je signale aux députés que le temps réservé à la période des questions est presque expiré. J'aimerais donner la parole au député de Saint-Jean-Est, qui a une question complémentaire à poser, et ensuite au député de Vancouver-Kingsway, mais je dois vous dire que c'est là tout le temps dont nous disposons. Pour le moment, je vais donner la parole au député de Cape Breton-The Sydneys.

M. Muir: Monsieur l'Orateur, j'espère que l'aide extérieure, qui est disponible et dont le ministre a parlé, sera mise à la disposition de ces mineurs de charbon. Pendant combien de temps le gouvernement va-t-il continuer à jouer au chat et à la souris avec ces 200 mineurs?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA SANTÉ

LES TACTIQUES DILATOIRES EN MATIÈRE D'AVORTEMENT

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de

la Justice. Compte tenu de la nouvelle plainte formulée par le docteur Byron Hyde de l'hôpital Riverside selon laquelle on utilise constamment des tactiques dilatoires pour empêcher la commission de révision d'être saisie des cas d'avortement; compte tenu aussi du fait que ses demandes datées du 3 mai, intéressant trois jeunes femmes dont une de 15 ans, ont été retardées jusqu'au 19 mai pour être ensuite annulées, le ministre voudrait-il consulter le ministre chargé des hôpitaux de l'Ontario pour discuter des moyens à prendre en vue de remédier à ce blocage dangereux et insoutenable?

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHAUSSURE—LA RENCONTRE DU MINISTRE AVEC SON HOMOLOGUE QUÉBÉCOIS

[Français]

M. Roland Godin (Porineuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que, le 6 mai dernier, le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec promettait, devant l'Assemblée nationale, qu'il viendrait à Ottawa rencontrer son homologue au sujet de la fermeture des usines de chaussures, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait-il dire si cette rencontre a eu lieu et, dans l'affirmative, si une solution au problème a été trouvée?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, c'est moi qui suis allé à Québec pour accommoder mon collègue provincial, et nous travaillons ensemble à l'étude des mesures pouvant aider cette industrie.

* * *

LES PÊCHES

LES NÉGOCIATIONS CANADO-FRANÇAISES AU SUJET DES EAUX TERRITORIALES—LA DÉLÉGATION CANADIENNE—LA PORTÉE DES ENTRETIENS

[Traduction]

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures à quel niveau son ministère est représenté à l'occasion des entretiens qui ont lieu aujourd'hui avec les délégués français au sujet de la cessation graduelle des activités de pêche françaises. Peut-être me permettra-t-il aussi de demander si notre délégation prend position au sujet du plateau continental et de la juridiction française sur les îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien est représenté à un niveau comparable à celui de la délégation française. La question du plateau continental n'est pas soulevée, les entretiens en question portant uniquement sur la pêche.